GATINEAU

PROCÈS-VERBAL – PUBLIC

Commission du vivre-ensemble (CVE)

4ème séance – 5 octobre 2026 – 13 h 05 à 16 h 04
Salle de direction, rez-de-chaussée
Maison du Citoyen, 25 rue Laurier, Gatineau
Séance en mode hybride

PRÉSENCES :

Membres

Sonia Ben-Arfa, présidente et conseillère municipale – District de Lucerne (2)
Julie Bélisle, vice-présidente et conseillère municipale – District de Limbour (10)
Isabelle Cousineau, membre élue et conseillère municipale – District du Parc-de-la-Montagne-Saint-Raymond (8)
Jeanie Pinard-Duhaime, membre organisme – Table Éducation Outaouais
Eugenine Sfeir, membre organisme – Accompagnement des femmes immigrantes de l'Outaouais – En visioconférence
Ibrahim Sballil, membre organisme – Centre islamique de l'Outaouais – En visioconférence
Garanké Bah, membre organisme – Conseil de la communauté noire de Gatineau
Roxana Merello, membre organisme – Service Intégration Travail Outaouais
Josée Cousineau, membre organisme – Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais
Stéfanny St-Laurent, membre organisme – Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales - Outaouais
Mac-Yves Makolo Mukoka, membre statutaire – Direction régionale de l'Outaouais - ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
Marc-André Donato – Direction de la santé publique – Santé Québec Outaouais

Secrétaire

Josée Marcil - coordonnatrice aux comités et commissions – Direction exécutive (DE)

Ressources internes

Sébastien Vallée, directeur – Service des loisirs, des sports et du développement des communautés (SLSDC) – En visioconférence
Mychelle Vaive, cheffe de service – Planification et développement des communautés (PDC) – SLSDC
Josiane Cossette, cheffe de section – Développement des communautés (DC)– PDC – SLSDC
Jean-Christophe Gandubert, chef de section – DC – PDC – SLSDC
Florina Gaborean, coordonnatrice à la diversité sociale et culturelle – PDC – SLSDC
Louis-Patrick Comeau, agent aux communautés culturelles – PDC – SLSDC
Valérie Maisonneuve, adjointe administrative aux comités et commissions – DE

Invité(e)s

Dominic Faucher, consultant – Vanlife Sagas

Autre personne présente

Patrice Emery, citoyen – Question du public

ABSENCES:

Membres

Bato Redzovic, membre organisme – Accueil Parrainage Outaouais
Erik Bisson, membre organisme – Jeunesse Idem

Karen Smith, membre organisme – Centre d'amitié autochtone de Maniwaki – Point de service de Gatineau
Terence Blais, membre statutaire – Santé Québec Outaouais

---

1. Constatation du quorum et ouverture de la séance

La présidence constate le quorum et ouvre la séance en mode hybride et publique à 13 h 05. Il est précisé que la séance est enregistrée. Il s'agit de la quatrième séance de l'année. La présidence remercie les membres de la Commission pour leur participation à l'atelier de travail intercommissions du 1er octobre et à celui du 11 septembre dernier. Une lecture de l'ordre du jour est faite. La séance d'aujourd'hui portera, entre autres, sur la présentation de la campagne contre les préjugés et la discrimination, le Sommet « À Gatineau on bouge ! ». Une discussion est prévue en lien avec la composition des membres de la Commission.

2. Adoption de l'ordre du jour

Un changement est apporté à l'ordre du jour par le Service et la présidence. Le sujet prévu au point 8, concernant la composition des membres de la Commission, sera traité en huis clos.

Il est proposé par Julie Bélisle
Appuyé par Jeannie Pinard-Duhaime

Et résolu que cette Commission adopte l'ordre du jour de la présente séance tel que modifié.

Adoptée

3. Déclaration de conflit d'intérêts

Aucun conflit d'intérêts n'est déclaré à la suite de la lecture des sujets inscrits.

4. Dépôt et suivis du procès-verbal de la séance publique du 12 mars 2026

Le procès-verbal de la séance publique du 21 mai 2026 a été validé par courriel et est déposé en séance. Aucun suivi n'est mentionné.

5. Période de questions du public

Lors de la période de questions du public, un intervenant s'adresse à la Commission.

Intervention :
Patrice Emery, citoyen
M. Emery souhaite sensibiliser les membres de la Commission du vivre-ensemble à la faible représentativité des personnes noires dans la toponymie gatinoise. Il indique que ses recherches lui ont permis de constater que peu de noms de rues ou de lieux publics font référence à des personnes noires et souligne que la croissance de cette communauté au sein de la population ne se reflète pas suffisamment dans la toponymie de la ville. M. Emery rappelle la présence historique des personnes noires en Amérique du Nord et au Canada et estime que cette histoire demeure peu visible dans l'espace public. Il souligne l'importance que les différentes communautés puissent se reconnaître dans leur ville et que leur histoire et leur contribution soient davantage représentées dans les noms de rues, de parcs et de lieux publics. Il est également souhaité que les générations futures puissent se reconnaître dans leur milieu de vie et

y développer un sentiment d'appartenance. Son intervention se veut ainsi un appel à poursuivre les efforts afin d'accroître, au cours des prochaines années, la représentativité de la communauté noire et, plus largement, de la diversité dans la toponymie gatinoise.

Échanges ou commentaires
En réponse, la présidence remercie M. Emery pour son intervention et pour la sensibilisation apportée à cet enjeu. Il est souligné que cette intervention permet de maintenir cette préoccupation dans les réflexions de la Commission sur le vivre-ensemble et de poursuivre les actions déjà amorcées, notamment avec le Comité de toponymie. La représentativité de la diversité fait partie des préoccupations mises de l'avant dans les travaux des instances concernées.

La vice-présidence de la Commission (CVE), également présidente du Comité de toponymie, précise également que cet enjeu est inscrit au plan d'action du Comité. Elle souligne les efforts de rattrapage visant à accroître la représentation des femmes et de la diversité dans la toponymie gatinoise. Elle confirme que la communauté noire fait partie des priorités considérées lors du choix de nouveaux noms de rues ou de lieux publics et qu'elle sera davantage représentée au cours des prochaines années, notamment afin que les générations futures puissent davantage s'y reconnaître.

6. Campagne contre les préjugés et la discrimination – Présentation

Dominic Faucher, consultant – Vanlife Sagas, pour le Service des loisirs, des sports et du développement des communautés présente l'état d'avancement, le concept et les prochaines étapes de la campagne contre les préjugés et la discrimination à titre informatif aux membres. Cette démarche, élaborée en collaboration avec la Commission du vivre-ensemble et la Commission jeunesse, s'inscrit dans les travaux prévus des deux instances et est en lien avec le dossier 1 du plan de travail 2026 de la CVE.

Les travaux réalisés au cours des dernières années sont rappelés. Ceux-ci ont permis de constater que les comportements discriminatoires ou d'intimidation ne sont pas toujours faciles à reconnaître ou à circonscrire et qu'ils peuvent notamment découler d'une méconnaissance entre différents groupes. La discrimination peut ainsi se manifester par des propos, des blagues, des malaises ou des silences qui, à force d'être banalisés, peuvent avoir des répercussions sur les personnes qui les vivent. La campagne vise donc à intervenir en amont, en aidant la population à reconnaître ces situations du quotidien et à mieux comprendre leurs effets.

L'objectif est de promouvoir le vivre-ensemble à Gatineau en ouvrant la discussion sur les préjugés, les remarques banalisées et les comportements susceptibles de le fragiliser. La campagne s'adressera à l'ensemble des citoyens, notamment aux personnes témoins de situations discriminatoires, à celles qui peuvent avoir tendance à les banaliser ainsi qu'aux personnes directement concernées. Elle cherchera à favoriser la reconnaissance de certains comportements, leur compréhension et l'adoption de comportements différents.

L'approche retenue privilégie le dialogue et l'inclusion plutôt que la confrontation. Il est expliqué qu'une approche trop frontale ou moralisatrice peut susciter une fermeture plutôt qu'un changement de comportement. Le concept vise donc à partir de situations réelles et de propos discriminatoires issus des consultations menées afin d'ouvrir la discussion dans un ton accessible, humain, direct et concret. Les messages

chercheront à identifier un comportement problématique, à l'expliquer et à inviter les citoyens à adopter un nouveau comportement.

Les premières thématiques retenues sont le racisme, la xénophobie, l'homophobie, la transphobie et le sexisme. D'autres formes de discrimination pourront être envisagées dans les années subséquentes, la campagne ayant été réfléchie dans une perspective pluriannuelle.

La campagne reposera notamment sur des discussions publiques filmées et encadrées, réunissant un animateur, des citoyens et des personnes possédant une expertise ou une expérience pertinente relativement aux sujets abordés. Les thèmes et les personnes participantes seront déterminés à l'avance afin de structurer les échanges. Les activités se dérouleront dans des lieux publics et lors de différents événements, dont la Semaine québécoise des rencontres interculturelles, le Salon du livre, la Semaine d'action contre le racisme et le Mois contre l'homophobie et la transphobie.

Les discussions filmées serviront ensuite à produire du contenu numérique, notamment des capsules de formats courts et longs. Une campagne d'affichage viendra soutenir cette diffusion et orienter la population vers les contenus produits. Les partenaires et organismes communautaires sont également identifiés comme des relais importants pour favoriser la diffusion et l'appropriation des messages auprès des différentes clientèles.

Enfin, les prochaines étapes sont présentées. Le développement conceptuel et les rencontres préparatoires se poursuivent jusqu'en novembre 2026. Les activités sur le terrain et la captation de contenu sont prévues de novembre 2026 à mai 2027. La diffusion de la campagne, sous forme de capsules vidéo et d'affichage, est prévue à compter de juin 2027.

Période d'échanges

Commentaires généraux

Les membres accueillent favorablement la campagne et soulignent l'importance d'impliquer les organismes et les intervenants du milieu comme relais auprès de leurs clientèles. Il est suggéré de prévoir des outils d'accompagnement, à l'image de trousses utilisées dans le cadre d'autres campagnes, afin d'aider les organismes, les intervenants et les parents à poursuivre la sensibilisation dans leurs milieux respectifs. Il est également rappelé que les témoins peuvent jouer un rôle actif, notamment sur les médias sociaux, en intervenant devant des commentaires discriminatoires plutôt que de laisser aux personnes visées la responsabilité de se défendre.

En réponse, il est indiqué que le volet numérique de la campagne permettra justement d'être présent dans les espaces où les comportements d'intimidation ou de banalisation peuvent être plus subtils, notamment sur les réseaux sociaux. Les échanges observés en ligne montrent également que des personnes prennent spontanément position pour défendre celles qui sont visées, ce qui constitue un effet souhaité de la démarche. L'importance des organismes et des commissions comme relais de la campagne est reconnue.

Thématiques abordées

Des membres proposent d'élargir éventuellement les thématiques abordées, notamment aux enjeux liés à l'image corporelle et à la diversité capacitaire, tant sur le plan physique qu'intellectuel. Il est rappelé que des travaux et du contenu ont déjà été développés auprès des jeunes concernant l'image corporelle et qu'un arrimage pourrait être envisagé avec d'autres initiatives municipales. Il est précisé que la campagne est conçue dans une perspective évolutive et que d'autres thématiques pourront être approfondies lors de phases subséquentes. Les suggestions formulées sont prises en note.

Prise en compte de l'expérience vécue

Des précisions sont demandées sur la façon dont les personnes seront invitées à participer aux discussions et sur la possibilité de donner la parole à des personnes se situant à la croisée de différentes réalités ou formes de discrimination. Les membres insistent notamment sur l'importance de considérer non seulement l'expertise professionnelle, mais aussi l'expertise issue du vécu des personnes directement concernées.

Il est indiqué que les dates, les lieux et les contenus des activités sont en cours de confirmation et que des invitations seront transmises. Les discussions chercheront à réunir des citoyens, des personnes possédant une expertise ainsi que des personnes ayant une expérience pertinente des réalités abordées. Il est rappelé que la contribution de l'ensemble des partenaires sera importante pour faire connaître et porter la campagne.

Choix des événements

Un membre questionne le choix des événements retenus pour les activités de terrain et demande pourquoi le Mois de l'histoire des Noirs ne figure pas explicitement parmi ceux-ci, considérant notamment l'existence d'une programmation établie à Gatineau. Il souligne l'importance d'assurer une complémentarité entre les activités municipales de sensibilisation et celles déjà portées par les communautés concernées, et de prendre en compte la perspective des personnes qui vivent directement ces réalités.

Il est expliqué que les premiers événements ont été sélectionnés afin de rejoindre des groupes diversifiés et de disposer d'un nombre limité d'activations suffisamment concentrées pour cette première phase. Ce choix n'exclut pas une collaboration avec d'autres événements. La préoccupation concernant la cohérence avec les initiatives existantes est reconnue et pourra être considérée lors des étapes subséquentes. La campagne devant être diffusée à compter de 2027, des possibilités d'arrimage avec le Mois de l'histoire des Noirs pourraient notamment être examinées pour la suite de la démarche. Il est aussi précisé que les discussions chercheront à inclure des personnes directement concernées par les réalités abordées et que les possibilités de poursuivre ou d'élargir ces collaborations pourront être examinées au fur et à mesure du déploiement de la campagne.

Participation du public aux activités

Une question est posée quant à la possibilité pour le public présent lors des activités de soumettre des questions aux personnes participant aux discussions.

À ce sujet, il est précisé que les activités ne prendront pas la forme d'un micro ouvert. Un mécanisme permettant au public de soumettre des questions est toutefois envisagé, notamment au moyen d'une boîte à questions. Les questions pourront être

sélectionnées et soumises par l'animation ou les personnes expertes afin d'alimenter les échanges tout en maintenant la discussion autour du sujet principal.

Diffusion, médias sociaux et stratégie d'influence

Les membres demandent comment la campagne sera relayée sur les médias sociaux et si une stratégie d'influence est prévue afin d'en maximiser la portée.

En réponse, il est indiqué que la personne appelée à assurer l'animation contribuera également au rayonnement de la campagne et qu'une diffusion initiale importante est souhaitée. Les réseaux des partenaires et des commissions constituent également des relais naturels pour accroître la portée des contenus.

Les membres soulignent toutefois que les échanges ne devraient pas demeurer uniquement dans l'univers numérique. Les capsules pourraient servir de déclencheurs pour susciter des conversations dans les familles, les groupes d'amis et les autres milieux de vie. Il est suggéré de développer des outils ou des pistes permettant aux citoyens d'aborder ces sujets entre eux et ainsi de multiplier les occasions de sensibilisation au-delà des médias sociaux.

Des précisions sont demandées quant au nombre de discussions prévues et à la quantité de contenu qui pourra être produite à partir des activités de terrain. Il est expliqué que la durée et le volume de contenu dépendront notamment de la dynamique des échanges et que l'animation sera préparée en conséquence. Un sujet sera abordé par table et plusieurs thématiques sont prévues. Une quantité importante de contenu sera captée lors des activités afin de permettre la production de nombreuses capsules et d'alimenter la campagne sur une période prolongée.

Validation auprès des communautés concernées

Des préoccupations sont exprimées quant au caractère direct de certaines phrases utilisées dans la campagne. Il est demandé si ces formulations ont été testées auprès des personnes et des communautés qui vivent les formes de discrimination abordées afin d'en évaluer la réception et d'éviter que la campagne elle-même puisse heurter ou renforcer certains préjugés. Il est notamment souligné qu'un message peut être compris différemment selon l'expérience de la personne qui le reçoit et le contexte dans lequel il est vu.

En réponse, il est expliqué que les phrases présentées proviennent de discussions avec les communautés et correspondent à des situations qui ont été soulevées dans le cadre de ces échanges. La démarche vise à exposer les propos problématiques afin de permettre de les reconnaître et de les discuter, tout en les contextualisant adéquatement. Les responsables reconnaissent néanmoins la nécessité de préserver la dimension accessible de la campagne et se montrent ouverts à effectuer des validations supplémentaires auprès des groupes concernés avant la diffusion. Les commentaires formulés à cet égard seront pris en considération dans la poursuite du développement.

La présidence soulève l'incidence possible du contexte politique sur la réception de la campagne, considérant que certains propos semblables à ceux abordés dans la présentation peuvent se retrouver dans le discours public. La façon de sensibiliser la population dans un contexte où certains enjeux peuvent devenir polarisants est soulignée, exprimant une préoccupation quant au risque que la campagne soit entraînée dans cette dynamique. Le Service complète en précisant que le contexte est

plutôt présenté comme une occasion de poursuivre les efforts de sensibilisation. Il est indiqué que la dynamique politique ne devrait pas conduire à renoncer à la démarche et que la campagne doit continuer à favoriser le dialogue autour de ces enjeux. Cette réflexion doit néanmoins tenir compte de l'écosystème social et politique dans lequel la campagne sera déployée.

Conception visuelle des affiches

Un commentaire est formulé concernant certains exemples d'affichage. Il est souligné que l'interprétation du message peut reposer sur des éléments graphiques parfois très subtils, notamment la présence et l'importance visuelle du point d'interrogation. Une préoccupation est exprimée quant au risque qu'une phrase discriminatoire soit interprétée isolément et puisse sembler cautionnée par la campagne si sa mise en contexte n'est pas suffisamment évidente. Il est suggéré de rechercher une présentation aussi neutre que possible et de moduler le visuel avec soin.

Le Service mentionne que les formulations ne doivent pas être présentées comme des affirmations absolues et que la conception graphique doit effectivement permettre d'en comprendre l'intention. Le volet visuel est toujours en développement et fait l'objet d'ajustements avec les partenaires concernés.

Suivi de la réception et ajustement de la campagne

Une question est soulevée quant à la capacité de déterminer rapidement si un message produit un effet indésirable une fois la campagne diffusée. Il est indiqué que la campagne a déjà traversé plusieurs étapes de révision et que les réactions seront suivies lors de sa diffusion. Les contenus pourront être réajustés si des difficultés ou des débordements sont observés. La participation des partenaires du vivre-ensemble, de la jeunesse et des services municipaux contribuera également à cette vigilance. La campagne d'affichage a volontairement été conçue de manière flexible. Les contenus statiques pourront ainsi être modifiés rapidement si un message doit être ajusté ou retiré.

Prochaines étapes

Les membres demandent comment se déroulera la validation finale du contenu avant sa diffusion et dans quelle mesure les commissions pourront revoir les premières réalisations. Il est indiqué que les assises générales du concept sont établies et qu'un comité de travail, auquel participent notamment les services municipaux et partenaires concernés, accompagne le développement de la campagne. Lorsqu'un premier contenu aura été réalisé, celui-ci pourra être partagé avec les membres des commissions concernées afin de recueillir leurs observations et d'identifier d'éventuels angles morts, tout en évitant de prolonger indûment le processus de validation. Le Service précise que la Commission du vivre-ensemble n'a pas pour rôle d'assurer l'opérationnalisation de la campagne.

En conclusion, la présidence remercie les personnes responsables de la présentation et souligne la pertinence des échanges. Elle rappelle que cette étape permet précisément aux membres de prendre connaissance du concept, de soulever des préoccupations et des angles morts et de proposer des pistes permettant de bonifier la campagne avant son déploiement. Elle souligne l'ouverture manifestée à poursuivre les validations et à apporter les ajustements nécessaires. La présidence rappelle également que les personnes souhaitant poursuivre leur contribution peuvent participer aux travaux du comité. Elle souligne enfin que l'échéancier est serré, les premières activités de

captation étant prévues dès novembre, et remercie les personnes ayant contribué au développement et à la présentation de la campagne.

7. Sommet « À Gatineau, on bouge! » – Présentation

Jean-Christophe Gandubert, chef de section au Service des loisirs, des sports et du développement des communautés, présente les constats issus du Rapport sur l'avenir du sport au Canada ainsi que les pistes de solution à considérer dans le cadre de la démarche « À Gatineau, on bouge! ». La présentation, réalisée à des fins d'analyse et d'orientation, s'inscrit dans le dossier 2 du plan de travail portant sur la participation sociale.

En mise en contexte, il est rappelé que le sport, l'activité physique et le plein air contribuent à la santé et au bien-être, à l'inclusion sociale, au développement personnel et collectif ainsi qu'à la création de communautés plus saines et cohésives. Ils peuvent également constituer des leviers pour lutter contre les stéréotypes et offrir des occasions de participation aux populations plus vulnérables.

Les principaux constats du Rapport final sur l'avenir du sport au Canada, rendu public le 24 mars, sont présentés. Le rapport invite à revoir le modèle actuel afin de passer d'un système principalement centré sur l'organisation du sport à une approche davantage centrée sur la population et la participation citoyenne. Les pistes de réflexion portent notamment sur l'accessibilité financière, les infrastructures, l'équité, la diversité et l'inclusion, la sécurité dans le sport, la gouvernance et la coordination, le financement ainsi que l'adaptation de l'offre aux besoins de la population.

À l'échelle municipale, plusieurs réalités sont mises en lumière, dont les changements démographiques et le vieillissement de la population, une offre de services actuellement davantage axée sur les activités organisées, les enjeux d'équité et d'accessibilité ainsi que la nécessité de mieux adapter l'offre aux réalités des nouveaux arrivants et des différents groupes de la population. La disponibilité et l'utilisation des infrastructures constituent également un enjeu, certaines installations étant sous-utilisées alors que d'autres sont fortement sollicitées.

La démarche « À Gatineau, on bouge! » vise ainsi à alimenter une réflexion collective sur l'avenir du sport, du loisir, du plein air et de l'activité physique à Gatineau. Elle doit permettre de réunir les acteurs du milieu afin de dégager une vision commune et des pistes d'action, notamment en matière d'accessibilité, d'inclusion, de sécurité, de partage des ressources et d'infrastructures, tout en favorisant la participation et le plaisir de bouger à toutes les étapes de la vie.

Le scénario proposé se déploie en plusieurs phases. Une première phase a eu lieu en mai et juin 2026 où des formations ont été offertes au public. En phase II, des ateliers de travail collaboratif sont prévus de novembre 2026 au printemps 2027, afin d'approfondir les différents enjeux et pistes de solution. Un rassemblement majeur des intervenants du milieu est également prévu les 6 et 7 novembre dans le cadre de la démarche. Enfin, les travaux doivent mener à une Déclaration et à l'adoption des cadres de référence au printemps 2027.

Période d'échanges

Diversité, inclusion et adaptation de l'offre

À la suite de la présentation, les membres soulignent l'importance d'intégrer pleinement les perspectives liées à la diversité et au vivre-ensemble dans les constats et les travaux à venir. Il est notamment proposé d'approfondir la réalité des personnes nouvellement arrivées, tout en considérant plus largement les différents groupes qui composent la population, dont les communautés autochtones. Les membres font valoir que les pratiques sportives et les habitudes en matière d'activité physique peuvent différer selon les réalités culturelles et que l'offre de services doit pouvoir évoluer en conséquence. Des exemples sont évoqués pour illustrer les obstacles que peuvent rencontrer des personnes qui connaissent peu les sports pratiqués traditionnellement ici, notamment les sports d'hiver. À l'inverse, certaines activités très populaires auprès de différentes communautés peuvent présenter des enjeux d'accès aux installations. L'accessibilité financière est également soulevée, le coût de certaines activités pouvant constituer un frein important à la participation.

Le Service reconnaît la nécessité d'adapter l'offre aux besoins d'une population en évolution. Il est rappelé que la démarche « À Gatineau, on bouge! » et les activités de consultation visent précisément à mieux comprendre ces réalités et à les intégrer aux réflexions et aux orientations futures.

Nouveaux arrivants, nouveaux résidents et connaissance de l'offre

Une question est soulevée quant à la notion de « nouvel arrivant » et à savoir si elle vise uniquement les personnes immigrantes ou également les personnes nouvellement établies à Gatineau. Il est souligné que l'ensemble des nouveaux résidents peut éprouver de la difficulté à connaître les services, les installations et les possibilités d'activités offertes sur le territoire. À cet égard, les membres rappellent l'existence antérieure de visites (tournée d'autobus pour l'accueil des nouveaux arrivants à Gatineau) permettant aux nouveaux résidents de découvrir les installations municipales et s'interrogent sur le maintien de cette initiative. Il est suggéré de réexaminer ce type d'activité ou d'autres moyens de mieux faire connaître l'offre municipale et communautaire, considérant leur potentiel pour favoriser l'intégration et le vivre-ensemble. Le Service confirme que cette initiative de visites est actuellement en pause. La pertinence de mieux rejoindre et informer les nouveaux résidents est néanmoins reconnue.

Accessibilité et qualité des infrastructures sportives

Plusieurs membres font état de difficultés d'accès à certains plateaux sportifs. Le soccer est notamment cité comme exemple d'une activité très pratiquée pour laquelle la disponibilité des terrains, particulièrement des installations intérieures en hiver, demeure limitée. Des préoccupations sont aussi exprimées quant à l'état de certains terrains extérieurs et aux difficultés rencontrées par les citoyens et les groupes souhaitant accéder à des gymnases ou à d'autres espaces pour pratiquer des activités sportives. Les membres soulignent que l'augmentation de la population et de la demande devrait être prise en compte dans la planification des infrastructures. Ils invitent également la Ville à considérer davantage la possibilité d'offrir des installations permettant la pratique d'activités sportives à l'intérieur durant l'hiver.

En réponse, le Service indique suivre l'évolution des besoins en matière de plateaux sportifs. Il est question notamment de l'état d'investissements dans les terrains synthétiques et de mesures visant à améliorer la qualité et l'utilisation des terrains

naturels. Il est reconnu toutefois que la demande augmente plus rapidement que la capacité à y répondre. Il est également indiqué que des travaux sont réalisés avec l'UQO relativement à un projet permettant de couvrir un terrain d'un dôme. Le développement de partenariats avec les établissements d'enseignement, incluant certaines écoles privées, est aussi considéré afin d'améliorer l'accès aux installations.

Installations scolaires et collaboration

Les difficultés d'accès aux gymnases scolaires sont soulevées à plusieurs reprises. Les membres constatent que cet enjeu revient dans différentes commissions et démarches de consultation et accueillent favorablement la tenue d'un atelier avec les centres de services scolaires dans le cadre de la démarche. Il est souhaité que des mécanismes d'arrimage plus formels puissent être envisagés entre la Ville et les organisations scolaires. Le Service rappelle la complexité du contexte gatinois, notamment en raison de la présence de plusieurs commissions scolaires sur le territoire et de protocoles d'entente qui peuvent différer selon les besoins et les partenaires. Il est précisé que la démarche permettra de réunir certains de ces acteurs afin d'examiner comment mieux collaborer et optimiser l'utilisation des installations, notamment les soirs et les fins de semaine.

Vieillissement, accessibilité et aménagements de proximité

Les membres invitent également à prendre en considération le vieillissement de la population et les besoins des personnes moins actives. Un membre cite un exemple entendu lors d'un événement sur les municipalités en santé où il était illustré que des interventions simples, comme l'ajout d'un banc dans un secteur fréquenté par des personnes aînées, peuvent faciliter les déplacements et encourager l'activité physique. De petits gestes peuvent changer la pratique d'activités physiques.

La possibilité d'établir des liens avec d'autres démarches de concertation portant sur les saines habitudes de vie est également soulevée, sous réserve de leur mise en œuvre et de leur financement. Plus largement, les membres rappellent que des interventions de proximité relativement simples peuvent parfois contribuer de façon importante à créer des environnements favorables à l'activité physique, sans nécessairement nécessiter des projets d'infrastructure majeurs.

Jeunes, activité physique libre

Une préoccupation est exprimée concernant les jeunes qui souhaitent être actifs physiquement de façon plus libre et moins structurée. L'importance de leur offrir des environnements favorables à l'activité physique est soulevée, tout comme les conséquences de l'inactivité physique chez les jeunes et les adultes et ses effets sur la santé. Un membre souligne qu'il est encourageant de voir que la Ville adopte une perspective plus large sur les réalités de sa population. Il est mentionné que certaines pratiques sportives hivernales, comme le hockey, peuvent être totalement nouvelles pour plusieurs familles. Il serait important de s'interroger sur les moyens de mieux préparer et accompagner les parents et les nouveaux arrivants afin de favoriser leur participation aux sports d'hiver et de faciliter leur intégration à cet écosystème.

Sommet À Gatineau, on bouge!

Les membres soulignent positivement le fait que les constats provenant des institutions et des organisations sportives rejoignent plusieurs réalités déjà observées dans les quartiers et les communautés. Cette convergence est perçue comme une occasion de réunir les différents acteurs pour travailler autour d'enjeux communs.

La présidence rappelle que les membres ont reçu une invitation à participer au Sommet et lance également un appel à la participation du milieu de la santé publique. Il est indiqué que ce dernier a déjà été invité et qu'une participation est prévue.

Les membres accueillent favorablement la démarche et souhaitent que les travaux du Sommet accordent une place importante à la diversité, à l'inclusion, à l'accessibilité financière, au vieillissement de la population et à l'accès équitable aux infrastructures. Les échanges font également ressortir l'importance de mieux faire connaître l'offre existante, d'adapter les services aux réalités des différentes communautés et de renforcer la collaboration entre les milieux municipal, communautaire, sportif, scolaire et de la santé.

Le Service rappelle que les formations, les ateliers et le Sommet ont justement pour objectif de recueillir ces préoccupations et de mobiliser les différents partenaires afin qu'elles puissent alimenter la réflexion sur les orientations futures en matière de sport, de loisir, de plein air et d'activité physique à Gatineau.

Pause de 15 h 11 à 15 h 21
La séance publique est suspendue à 15 h 21 afin de permettre la tenue d'un huis clos.

La séance publique reprend à 16 h 03. Faute de temps, les autres points à l'ordre du jour ne sont pas abordés avant la levée de la séance.

8. Prochaine séance

Il est indiqué que la séance prévue le 19 novembre 2026 sera déplacée. La nouvelle date sera communiquée aux membres sous peu.

9. Levée de la séance

Il est proposé par Stefanny St-Laurent
Appuyé par Josée Cousineau

Et résolu que cette Commission accepte de lever la séance à 16 h 04.

Adoptée

DISTRIBUTION :

Aux membres de la présente Commission, aux personnes-ressources, aux membres du conseil municipal et à la greffière

PRÉSIDENTE SONIA BEN-ARFA	SECRÉTAIRE JOSÉE MARCIL